

Des scientifiques dénoncent les "graves menaces" qui pèsent sur la recherche française

Le Monde, 15 juillet 1976

Plus de cent soixante responsables scientifiques (et en particulier plus de la moitié des présidents de commissions du C.N.R.S.) ont signé un appel dénonçant la situation extrêmement grave, selon eux, où se trouve la recherche scientifique et technique française. On y lit notamment : " Le projet de budget 1977 fait peser sur la recherche de graves menaces. Les scientifiques soussignés, qui n'ont pas nécessairement la même appréciation sur tous les aspects de la politique gouvernementale de recherche, se voient obligés de lancer un appel public et souhaitent être entendus par les responsables gouvernementaux. Depuis 1967 la recherche française est en crise. La part du produit national qui lui est accordée passe de 2,2 % en 1967 à 1,7 % environ actuellement. En francs constants, les crédits stagnent. Notre pays est dépassé quant à l'effort de recherche non seulement par les États-Unis, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, mais désormais par des pays comme l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, le Japon. (...) Dans ce contexte de pénurie, la recherche a vu son mode de financement s'infléchir progressivement. Les soussignés ne sont pas hostiles à ce que certaines recherches - fussent-elles fondamentales - soient l'objet de procédures d'orientation, soient financées par l'intermédiaire de contrats de recherche ou résultent de collaboration avec les laboratoires extérieurs. Encore faut-il que les organismes légaux où siègent des scientifiques élus soient consultés quant à la part que doit prendre cette recherche orientée et quant aux grands thèmes à impulser. (...)

Les signataires estiment que, dans nombre de secteurs, la part de financement contractuel tend à devenir excessive. La baisse régulière en francs constants des crédits de fonctionnement du C.N.R.S., de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), de l'Institut national de la recherche agricole (INRA) et de la recherche universitaire n'a fait que renforcer, au cours des dernières années, le poids de ce mode de financement. Les signataires tiennent à manifester leur attachement au comité national de la recherche scientifique, aux conseils scientifiques et au comité consultatif des universités, aux commissions de l'INSERM, qui, malgré quelques imperfections et les améliorations qu'on pourrait leur apporter, demeurent les plus représentatives des instances où s'expriment les scientifiques français. Ils expriment leur crainte et leur désapprobation face à une évolution qui tend à amoindrir le rôle de ces instances qui, trop souvent, ne sont consultées que pour la forme et qui sont parfois même ignorées. (...) Force est de constater qu'actuellement parmi les objectifs prioritaires fixés par le gouvernement, bien peu ont pour objectif principal le développement des connaissances scientifiques. Une telle attitude ne peut qu'avoir des conséquences négatives sur l'enseignement supérieur et ne peut que nuire, à terme, aux recherches appliquées ou industrielles. (...) Faute notamment d'un effort global de recherche suffisant, la balance des brevets et licences est fortement déficitaire, tandis que des sociétés étrangères ou multinationales sont désormais solidement implantées dans des secteurs technologiques et industriels " de pointe " toujours plus nombreux. L'enjeu n'est pas seulement l'avenir de la recherche : c'est celui de l'avenir économique

de notre pays, de son évolution scientifique, de son indépendance intellectuelle et technologique. C'est pourquoi les scientifiques soussignés lancent un appel public pour un changement profond dans la politique de la recherche, et pour la reprise dès le budget 1977 de la croissance du potentiel scientifique et technologique de notre pays. "

Ce texte est signé notamment par des membres de l'Institut : MM. H. Cartan, G. Duby, M. Fontaine, A. Kastler, A. Lichnerowicz, J. Lions ; par des professeurs au Collège de France : MM. A. Bareau, J. Delumeau, M. Froissart, F. Gros, Y. Laporte, F. Morel et J.-P. Vernant ; par vingt-deux présidents de section du Comité national de la recherche scientifique (sur quarante et un) et cinq présidents de commissions de l'INSERM (sur huit). D'autres personnalités comme MM. J.-P. Kahane, L. Schwartz, B. Malgrange, en mathématiques pures ; M. Friedel, R. Castaing, M. Langevin, en physique ; G. Ourisson, E. Lederer, B. Tchoubar, en chimie ; G. Mathé et A. Minkosvski, en médecine ; P. Fraisse et P. Ricœur, en sciences humaines, sont aussi signataires de ce texte.